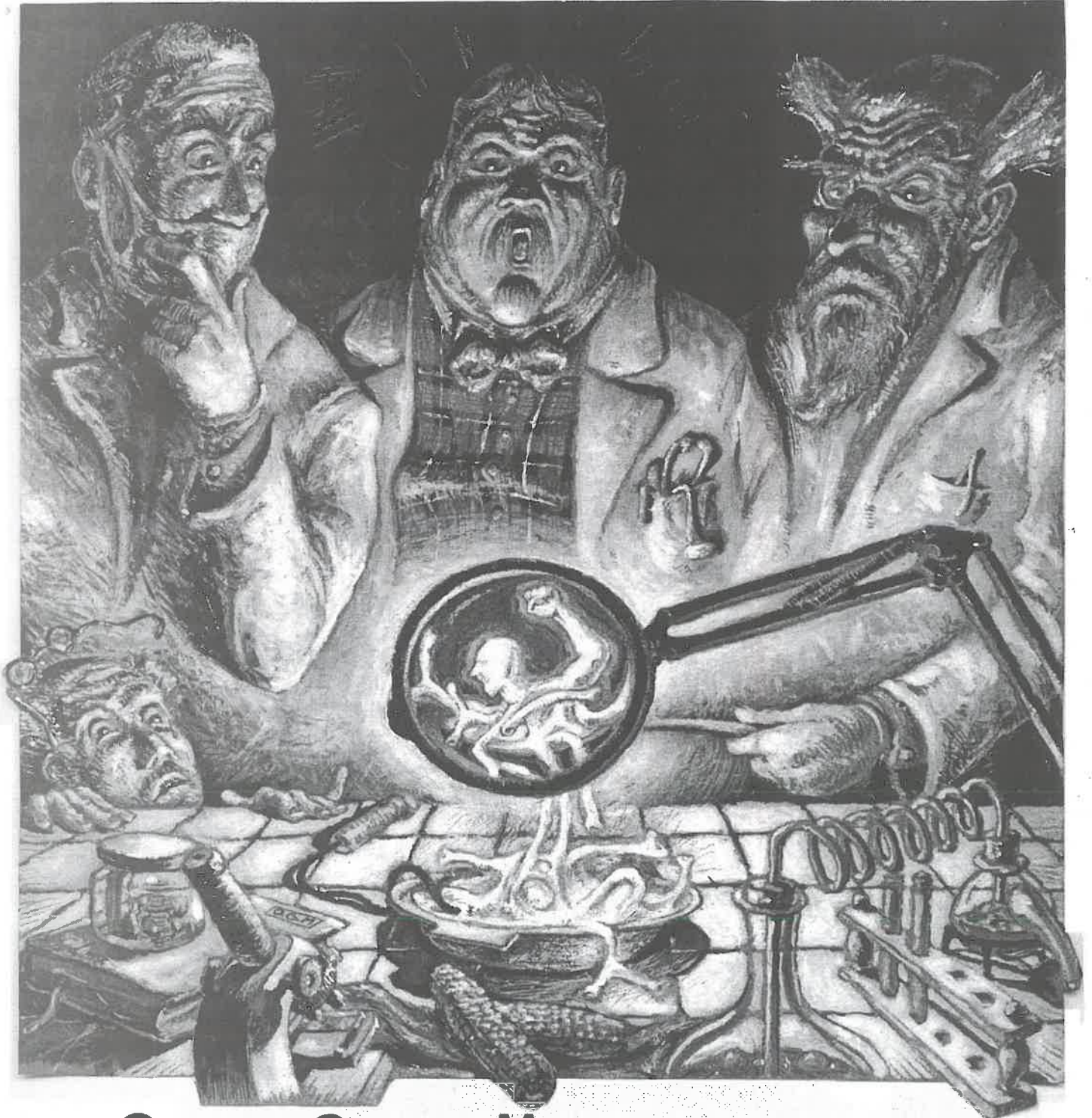


La lettre du C. D. E. S.
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.F. 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 58 Juillet-Août 1999 10 francs



**Ouvriers Gênants Médiatiquement contre
Organismes Génétiquement Modifiés**

ADRESSES

Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T., apartado 4141
18080 Grenade-Espagne
Fax: (958) 28 89 92

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est
l'agent d'exécution et de liaison
de la C.N.T., pour tout contact sur
le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 1303
37013 Tours Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 16
24650 Chancelade
(Secrétariat Régional)

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., B.P. 158
82001 Montauban Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Méditerranée:

C.N.T.
9, rue Duchalmeau
66000 PERPIGNAN
(Secrétariat Régional)

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 664,
76008 Rouen Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Paris & Nord:

C.N.T.,
C.T.C. 151 rue Dejean
80060 Amiens Cedex 09

Dans l'Est:

C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P.121
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Heres Cedex

Abstention, mais abstention active.

Les dernières élections européennes ont été pour la population une belle occasion de rire au nez des politiciens. Sur l'ensemble de l'Europe, le taux de participation est resté nettement en dessous de la barre des 50% (*Urne d'or* aux Pays bas et au Portugal avec moins de 40% de votants). Les abstentionnistes sont majoritaires ! Qu'ils pêchent, qu'ils ronflent, qu'ils bougonnent, qu'ils vomissent ce système ou qu'ils le combattent, les abstentionnistes sont majoritaires. On peut s'en réjouir pour mille raisons contraires, mais il n'en demeure pas moins que le vote, qui constitue, aux dires des politiciens qui nous gouvernent, l'acte fondateur de la démocratie parlementaire n'a pas été accompli par la majorité de la population concernée. Même à *Cloche-merle sur France*, quoiqu'en disent les médias, le rejet du vote est d'importance. Sur les 45 millions de personnes environ vivants en France en âge et "couleur" de voter (dont seulement 41 millions sont inscrits sur les listes électorales !), moins de 19 millions ont été à l'urne (39% de la population en âge de voter).

Le black-out des médias et des acteurs politiques sur cette abstention massive n'y font rien. Election après election, l'accroissement constant du taux d'abstention dans tous les pays enlève peu à peu aux gouvernants l'argument de la légitimité du pouvoir par le vote populaire. Quant à l'argument "*voter pour faire barrage à Le Pen*" il est ridiculisé par les résultats de ces élections. L'abstention n'a jamais été aussi forte, et les résultats du borgne et de son gnome n'ont jamais été aussi faible depuis des années.

Elus de tous pays, régionaux, nationaux ou européens, entendez monter cette clameur muette ! Le peuple vous dit merde ! Il ne marche plus. La ficelle est trop grosse, les promesses trop électorales, les mensonges trop menteurs. Et c'est encourageant. Car il faut le rappeler sans cesse : Le refus total de participation au vote est le premier acte de résistance face à la social-démocratie et ses mensonges.

Alors vive l'abstention, mais l'abstention active, dans les luttes, dans les débats, sur les lieux de boulots, dans les quartiers, avec les gens qui luttent pour leur condition de vie, pour une vie décente, en s'organisant, en pratiquant la démocratie directe et l'action directe. Comme à Fumel, où des militants d'AC! (des vrais, pas ceux qui cherchent à faire carrière !) ont débranché un incinérateur spécialisé dans la production de dioxine. Abstention active comme à Reims en se défendant contre les violences policières ou contre les néo-nazis en Tchéquie. Abstention active comme à Ponthierry en dénonçant les docteurs Mabuses de l'industrie agro-alimentaire, et comme à Paris en manifestant contre cette saloperie de guerre au Kosovo. Abstention active comme en Espagne, où la lutte sociale reprend au chantier naval de Puerto Real. Certes, ces luttes ne sont pas porteuses, pas médiatiques. Elles ne rapportent souvent que des emmerdes, des procès, des mois de taule. Tandis qu'une bonne campagne électorale, ça fait de l'image et des revenus. Ce ne sont pas les télé-révolutionnaires de L.O. et de la L.C.R. qui me contrediront, eux qui se mettent quelques millions de francs lourds dans la poche sur le dos de la collectivité grâce aux neuf cent mille pigeons qui ont voté pour leur liste, soit 2% de la population en âge de voter (bel esprit camarade!).

Que vont-ils inventer demain pour pouvoir parler de légitimité lorsque les urnes resteront vides ? Le vote obligatoire comme cela se fait déjà en Belgique ? Le vote récompense avec "*ristourne d'impôts pour les votants*" ? Le vote "*millionnaire*" avec une tombala et des bulletins de vote numérotés ? En tout cas, demain, nos petites luttes auront fait des petits, loin des urnes, loin des pactoles électoraux et des spectacles médiatiques. Demain est à nous.

G. Heinin

Le 28 mai dernier avait lieu à Ponthierry (77) une réunion débat à propos des OGM (Organismes génétiquement modifiés) intitulé "Manger ou s'empoisonner ?". C'est du moins ainsi qu'elle était annoncée et que nous en fûmes informés par un copain qui en eut connaissance sur une radio locale.

Trouver ce soir là le centre socioculturel où devait avoir lieu la réunion fut pour le moins difficile. En effet, celui-ci s'appelait en réalité "Centre médical". Aucun affichage n'apparaissait à l'extérieur pour interpeller le passant. Bref, nous voici donc arrivés, en retard bien sûr, dans une réunion plutôt confidentielle, dont le public avait tout du "beau monde" de la classe moyenne. Nous apprenions alors que cette réunion avait été appelée par une association, dont le but est d'organiser des débats "citoyens" sur des thèmes variés. Elle s'apparentait un peu à un cercle philosophique de notables, intellectuels et autres connaissances du coin.

Nous manquâmes la brève séance de projection, style radiotrottoir, telle celle de la Cité des sciences de La Villette, et nous fûmes projetés tout de suite dans le vif du sujet en la personne de M. Guy Paillotin, président de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), ex-membre du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) qui entama ce débat en sortant sa science soporifique. Celle-ci consistait en des mesures de précaution à prendre jusqu'à "faire confiance aux chercheurs", en passant par la quasi-innocuité sanitaire des OGM.

Le meneur de ce show, comme à la télé, seul debout pour en rajouter un peu plus dans le rapport à l'autorité, ne put ignorer notre agacement envers les déclarations de M. Paillotin. Nous étions, il est vrai, juste derrière celui-ci, et pour entamer ce débat, il nous donna la parole. Ne sachant pas à cet instant à qui nous avions affaire, nous lui demandâmes par qui il était payé pour raconter tant d'aberrations ? Par Novartis ou par Rhône-Poulenc ? La virulence qui accompagna nos propos eut tendance à

"braquer" la salle contre nous.

L'INRA-iste, profitant d'une autre intervention pessimiste de notre part (comment ne pas l'être en voyant Dolly la brebis clonée déjà aussi vieille physiologiquement que sa mère ?), nous présenta comme les meilleurs alliés des firmes agro-alimentaires. Mal lui en pris ! Notre réplique sur nos positions rupturistes contre ce système et sur la nécessaire révolution sociale éclairèrent les participants (et éteignirent du même coup les enregistrements vidéo).

Des boues industrielles pour nourrir le bétail.

A partir de là, plusieurs personnes reprirent peu à peu certains de nos arguments et l'auditoire fut de plus en plus attentif à nos critiques du désastre, devenant du même coup plus critique lui-même. L'INRA-iste, lui, se faisait de plus en plus discret et révérencieux envers nos propos. Pourtant le clash n'est pas passé loin, et nous étions sur le point de quitter la salle, tant le débat n'existait pas, soit par l'impossibilité de répondre aux aberrations proférées, soit par des prises de paroles interminables ou aux propos inutiles. C'est ainsi que l'on dut entendre un des gros exploitants agricoles du coin, M. Jean-Marie Boeglin, qui nous fit un cours d'agriculture assistée par ordinateur. Ceci afin de nous prouver la maîtrise de leur métier et de nous faire oublier les scandales comme celui de la vache folle, avec, comme nouvelle trouvaille, l'incorporation des boues de stations d'épuration comme source de protéines dans l'alimentation du bétail. Il tenta d'embarquer l'assistance dans le discours sur la responsabilisation des consommateurs, l'action citoyenne, pour ne pas ache-

ter de produits à base d'OGM et réclamer une traçabilité, un étiquetage, un principe de précaution, et tout ceci dans le cadre étroit des nations. Enfin, nous eûmes droit à toutes ces ruses mensongères qui se veulent consensuelles, pour nous faire accepter ces OGM, à tous, de gré ou de force, à plus ou moins long terme.

En effet, comment limiter la production et la consommation transgénique à un pays, à un continent ou à un champ ? Là c'est de l'utopie à l'état pur ! De telles affirmations ne peuvent servir, en fait, que les ambitions des firmes multinationales, les intérêts financiers, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et consorts. Rappelons aux personnes sous-informées comme aux esprits malhonnêtes que ni les chercheurs, ni les douaniers ne sont capables de contrôler tous les facteurs de dispersion, à part bien sûr "le fameux nuage radioactif" de Tchernobyl, qui en 1986 s'arrêta comme chacun sait aux frontières de l'hexagone !

Le débat s'enlisa un moment dans la rivalité entre agriculture biologique et agriculture productiviste. Il fallut rappeler que Novartis lui-même investit dans le "Bio" (voir "Le monde Diplomatique" de mars 99), et que



l'agriculture biologique, même si elle respecte davantage le consommateur et notre environnement, subit également les pollutions diverses par l'air et l'eau, et bientôt par le transgénique. L'industriel de la culture eut même le culot, en s'adressant à une vieille dame présente dans la salle, d'utiliser son âge avancé pour vanter les mérites de sa soupe agricole aux pesticides, fongicides et autres saloperies. Il fut nécessaire là aussi de recadrer ce pseudo-argument, en pointant du doigt que cette dame étant née au début du siècle, elle a eu la chance de se nourrir durant une bonne partie de sa vie, notamment sa jeunesse, d'aliments n'ayant rien à voir avec ce que l'on peut ingurgiter aujourd'hui. Nous ne pourrions analyser l'impact des produits que l'on consomme aujourd'hui que plus tard... par la statistique de nos décès.

Durant ce débat, nous avons rappelé à l'assistance qu'il y a aussi des traces de DDT et de dioxine partout dans le monde. Ces produits ne sont pas seulement cancérigènes, ils perturbent également le système hormonal et sont sans aucun doute à l'origine de troubles du comportement et de stérilité chez des espèces animales. Et ces différents symptômes apparaissent de plus en plus dans les populations humaines.

"Mais enfin, dites quelque chose, rassurez-les !"

Nous avons rappelé la fraude aux hormones pour le bétail, et la fraude en général, comme partie intégrante des lois du marché, et qui peut être, tel un insecte migrateur, un bon facteur de dispersion des OGM. Notons que, prévoyant un débat simulé cachant une action publicitaire pro-OGM, nous avons refusé d'être catalogués "opposants" dans leur compte-rendu si nous ne disposions pas de suffisamment de temps pour répondre aux aberrations

des deux intervenants (l'agro-entrepreneur, et l'agro-bonimementeur). Les organisateurs furent ainsi un peu piégés et cela nous a permis de nous exprimer largement.

Au bout d'un moment, devant notre étalage du désastre présent et à venir, et à la stupéfaction de l'assemblée, le spécialiste de l'agriculture assistée par ordinateur eut cette phrase terrible à l'adresse du directeur de l'INRA quelque peu abattu : "Mais enfin, dites quelque chose, rassurez-les !". Et là était bien le problème ! Les spécialistes de la "communication" auraient-ils cette fois-ci perdu la bataille ?

Il y va de chacun d'entre nous pour qu'ils perdent cette guerre qu'ils mènent contre la vie, contre toute autonomie des individus, contre toute opposition. Il y a peu, un chercheur d'Aberdeen en Angleterre, ce pays inventeur de la vache folle, fut licencié pour avoir divulgué aux médias le résultat de ses recherches mettant en doute l'innocuité sanitaire prétendue des OGM. Plus récemment, des chercheurs américains ont démontré et dénoncé l'impact néfaste d'OGM sur une espèce de papillons.

Le débat s'est terminé de manière pompeuse et artificielle, mais avec une salle sympathisant à nos arguments et propos, certes passionnés et virulents, mais qui ont révélé leur sincérité et leur bon sens, le président de l'INRA en étant réduit à répéter à plusieurs reprises devant une assistance médusée "qu'il était d'accord avec nous" ! Après avoir fini la réunion autour d'un verre de vin "hybride", nous sommes partis au chant de "surtout, revenez nous voir", ce que nous ferons sûrement. M. Paillontin, lui, après une tentative d'approche et d'échange amical, est reparti en emportant dans sa poche notre "il n'y a pire ennemi que celui qui prétend être ton ami"...

CNT-AIT, Essonne.

L'appel des muets !

Trois cent trente sept chercheurs ont signé un appel public à propos des OGM (Libé et Le Monde du 25/6/99). Du courage ? Pas vraiment ! Car, tout en se targuant d'œuvrer pour la collectivité et la santé publique, ces grands esprits altruistes et désintéressés, condescendant à communiquer avec le citoyen ordinaire, n'ont pas alerté l'opinion contre les dangers de la course au OGM. Ils n'ont pas non plus réclamé un moratoire sur la production d'OGM au nom du principe de précaution. Ils n'ont pas davantage dénoncé la mainmise des firmes privées sur les laboratoires de recherche publique via des contrats honteux (notamment à l'INRA) ! Non, sur ces thèmes hautement urgents pour le citoyen, ils n'ont pas pétitionné, ni communiqué pour la plupart d'entre eux. Ils ont plus modestement signé un court texte dénonçant la destruction d'un essai en nature d'une culture de maïs transgénique par des militants écologistes. Dix ans de recherche de quelques brillants cerveaux agricoles sur la productivité d'une culture génératrice de grands profits, détruits par une poignée d'humains inquiets pour la santé publique et l'environnement. Les gens ont de ces culots, je vous jure ! Et c'est heureux ! Car l'histoire récente de l'industrie agro-alimentaire le prouve chaque jour, s'il ne fallait compter que sur le civisme de ces brillants cerveaux experts si âpres au gain et à l'élitisme, pour éviter les cochonneries lucratives des industriels, ce serait d'une vacherie folle à faire s'envoler au coca un poulet belge dans un colis humanitaire pour tracteur kosovar.

G. Paillasson.

Même quand
elles bouffent
de la merde
industrielle



les poules
pondent
encore des
œufs frais !

EN DEHORS DE L'IMPRESSION
LE D.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA CNT,
CHÔMEURS OU SALARIÉS APRÈS LEUR
JOURNÉE DE TRAVAIL.

Le 15 mars 1999, des précaires de plusieurs régions, réunis dans le collectif "CLASH" (Chômeurs libres, actifs, solidaires et heureux), occupaient l'usine de traitement des ordures de Fumel (Lot-et-Garonne), pour protester contre la pollution qu'elle produisait. En effet, un rapport de la DDASS datant déjà de 1991 indiquait que l'incinérateur recrachait 2,5 fois plus d'acide chlorhydrique et 50 fois plus de dioxine que les taux maximum autorisés. Mais, bien qu'alertés, ni les élus locaux, ni notre médiatique ministre de l'environnement, n'avaient jugé bon de faire quelque chose.

Les occupants de l'usine engagèrent des négociations avec les élus locaux en demandant l'arrêt de l'incinérateur, mais la réponse fut que l'usine étant isolée en campagne, une possible fermeture pouvait attendre 2002 ! Les militants en colère passèrent alors à l'action directe : ils arrêtaient l'incinérateur en coupant des câbles électriques. Le résultat immédiat fut la fermeture définitive de cette fabrique de poisons. Le propriétaire de l'usine et les politiciens continuèrent, comme d'habitude, à défendre leurs intérêts et leur profit sous le masque de l'intérêt général : hier, ils empoisonnaient les alentours pour leur profit maximal, sous prétexte d'une activité d'élimination des déchets ; aujourd'hui, ils portent plainte et s'acharnent contre le groupe qui a osé faire acte de salubrité publique, au prétexte de la défense de l'ordre, de la propriété privée et de la... liberté de travail (les chômeurs et précaires apprécieront).

Et quel acharnement dans la répression ! Dix-sept personnes ont à subir les foudres de Mme Lemen Regnier, juge d'instruction à Agen : emprisonnement (jusqu'à 32 jours) pour 5 militants, interdiction de quitter le département ou la ville et obligation de pointer tous les jours (y compris le dimanche) à la gendarmerie, interdiction de fréquenter les collectifs d'AC! (dont ils font partie) ou de participer à des réunions publiques, ... et on a même parlé du délit "d'entrave à l'action de la justice" à l'encontre de ceux qui oseraient manifester leur solidarité !!!

Cette répression, sans commune mesure avec la gravité des faits reprochés, nous prouve une fois de plus que nous vivons

sous un régime totalitaire, au service des seuls intérêts financiers des capitalistes au pouvoir. En effet, le propriétaire de l'incinérateur d'ordures, qui a empoisonné les environs pendant des années en se moquant éperdument des seuils de pollution autorisée, alors que des techniques simples (installation de filtres, collecte sélective des déchets...) pouvaient l'éviter, n'a pas été inquiété à ce jour. Pas plus que les élus locaux ou la ministre dite "de l'environnement". Pourtant, on sait très bien que la dioxine est un produit hautement toxique, que l'on retrouve après consommation de produits agricoles contaminés (prairie, cultures) dans le lait des vaches ou dans celui des femmes qui allaitent. Et l'on sait aussi que les taux de cancers sont plus élevés à proximité des incinérateurs d'ordures.

Mais qu'une poignée de personnes, décidées à ne plus accepter que tous payent de leur santé pour le plus grand profit de quelques irresponsables, passe à l'action et stoppe l'activité d'une usine dangereuse, et aussitôt, la société montre son vrai visage : celui des flics, des juges et des matons. Il est vrai que rien ne peut être plus dangereux, pour la fausse démocratie qui nous empoisonne, que l'action directe, qui s'oppose aux seuls circuits admis : circuits des élections, bien huilés et parfaitement stériles, et circuits juridico-administratifs lents et tortueux.

Depuis le 3 juin, Alain Villain, un des inculpés, fait la grève de la faim pour dénoncer cette "justice", Gérard Carriat et Michel Tournier continuent à pointer tous les jours dans leurs villes respectives où ils sont assignés à

résidence, en attendant de passer en procès.

Face à la répression contre une action qui ne visait qu'à sauvegarder la santé des populations, soutenons les persécutés de Fumel. Soyons ces personnes Conscientes, Libres, Actives, Solidaires et Heureuses, dont ils espèrent l'appui. Contact : AC! Auvergne, 77 bis avenue Edouard Michelin, 63100 Clermont-Ferrand.

Linotte

"GOLFECH"

C'est un livre, qui retrace chronologiquement les décisions politiques, les prises de position individuelles ou collectives, les actions menées jusqu'en 99 contre la centrale nucléaire de Golfech. Il traite aussi de l'implantation du nucléaire en France, de ses structures institutionnelles, politiques, économiques et des différentes formes de résistance. Les auteurs de ce document, libertaires opposés dès les années 70 à la nucléarisation du monde, ont souhaité relier le passé aux réalités sociales et aux résistances d'aujourd'hui. 600 pages, 150 francs, CRAS, BP 492, 31010 Toulouse, cédex 06.



Le 14 février 1998, avait lieu, à Reims, une manifestation contre la venue de Bruno Mégret, du Front National. Cette manifestation, appelée par un collectif d'associations syndicales, antiracistes et politiques, a rassemblé environ 1.500 personnes. A l'issue de cette manifestation, soixante personnes environ sont restées, durant trois heures, à proximité de la salle où se tenait le meeting. Ce rassemblement se voulait pacifique et faisait face à environ 150 gendarmes mobiles. Or, vers 22 h 30, au moment où les premiers militants FN quittaient la salle, les passagers d'une voiture non identifiée ont pris violemment à parti des manifestants isolés. Jean-Noël a été nommément menacé, une autre manifestante, matraquée. Devant l'arrivée d'autres personnes, ceux-ci ont pris la fuite, tout en tentant, à deux reprises, d'écraser les personnes qui se trouvaient face à eux.

Le 6 mars 1998, Jean-Noël s'est retrouvé convoqué par la police pour "affaire vous concernant". Il a passé 24 heures en gare à vue, et ceux parmi nous qui l'avaient accompagné ont été virés du commissariat avec menaces. Il s'est vu mettre en examen pour "dégradation de véhicule de police". C'est ainsi que nous avons compris que l'altercation du 14 février 98 s'était produite contre des officiers des renseignements généraux et non des membres du FN, comme nous l'avions pensé au départ. Précisons à ce sujet, qu'à aucun moment, les agresseurs n'ont signalé leur appartenance à un service de police.

Juin 98. Dans son ordonnance de jugement, le juge d'instruction Creton indique : "Il est à noter qu'à aucun moment, les occupants du véhicule n'ont informé les manifestants de leur qualité de policier"... "Lors d'une caricature de tapissage, l'intéressé (Jean-Noël) ayant les cheveux longs et se trouvant au milieu de quatre personnes (dont deux CRS) ayant les cheveux très courts, il était identifié parfaitement par les deux fonction-

naires de police". "Sur le fond : attendu qu'il ressort des pièces de la procédure et des débats que seuls les lieutenants Rosso et Messien, qui ont eu un comportement pour le moins incompréhensible... en conséquence il existe un doute sérieux quant à l'auteur des faits objets de la procédure et, qu'en conséquence, Jean-Noël D. doit être relaxé et les parties civiles déboutées de fait de leurs demandes, fins et conclusions...".

Le juge remarquera également les contradictions dans les dépositions des deux lieutenants et de la stagiaire des RG qui était dans la voiture au moment des faits. Au cours de l'audience de jugement, le substitut du procureur de la république s'en était remis au juge en ne demandant pas de peine. Les deux RG étaient absents à l'audience.

3 mars 99 : les flics, mécontents du résultats, font appel. Près de 80 personnes se rassemblent pour soutenir Jean-Noël. Le réquisitoire du procureur sera impitoyable. On notera que la femme du juge est commissaire de police.

31 mars 99 : verdict pour Jean-Noël : 3 mois de prison ferme plus 5 avec sursis, 30.000 de frais (amende, parties civiles, réparations), 3 ans de mise à l'épreuve, 1 an de suspension des droits civiques, civils et familiaux !

Le couperet est donc tombé à la cours d'appel de Reims. Cette condamnation très lourde n'est pas la première dans ce genre d'affaire. Face à cette condamnation, nous appelons à la solidarité. Jean-Noël étant prévenu libre, il n'a pas été emprisonné. Le pourvoi en cassation, que nous allons tenter, lui permet de rester provisoirement en liberté. Mais ce pourvoi coûte cher (7.500 f de dossier, de 10 à 15.000 francs de frais d'avocat).

Pour plus d'informations :
Organisation Communiste Libertaire c/o Egrégore, BP 1213, 51058 Reims Cédex. E-mail : lechatnoir@post.club-internet.fr
(Informations transmises par le syndicat CNT-AIT d'Amiens)



KARIM KHALKI

Dans notre dernier numéro, nous vous avons informés de la grève de la faim de Karim Khalki. Le syndicat CNT-AIT de Grenoble nous transmet l'information suivante émanant du Comité de Soutien, C/o M. Giral, 89 rue St-Laurent, 38000 Grenoble :

"La demande de libération conditionnelle et d'expulsion de Karim Khalki a recueilli l'avis favorable de la commission consultative de la chancellerie, réunie le 15 juin. Dans l'attente de la décision finale du ministère et en fonction de son état de santé, nous sommes autorisés à faire savoir que M. Karim Khalki suspend provisoirement sa grève de la faim à ce jour. Il restera au quartier d'isolement de la centrale d'Arles et nous restons totalement mobilisés, en espérant que ce geste de bonne volonté contribuera à une prise de décision sereine concernant ce dossier".

(NDLR : Par sa grève de la faim, Karim Khalki exigeait son expulsion vers le Maroc, comme cela lui avait été promis par les pouvoirs publics lors de sa reddition. On peut également obtenir des informations auprès des "Amis de Karim Khalki", 19 rue d'Angleterre, 44000 Nantes, et bien entendu, écrire directement à l'intéressé : M. Karim KHALKI, Maison centrale, BP 241, écrou 584 K, bât A/21, 13637 ARLES.)



INTERIM ? NON MERCI

A plusieurs reprises, nous avons abordé dans ces pages la lutte contre l'intérim. Au cours des derniers mois, la CNT-AIT a fait diverses actions contre cette forme nouvelle d'exploitation (distributions de tracts et rassemblement devant des agences...). Nous avons également organisé des débats publics. Résumé de l'un d'entre eux que nous fait parvenir un participant.

Le débat, très constructif, s'est engagé, d'abord par une présentation rapide du sujet, et d'emblée, un copain a signalé que le problème était global, que l'intérim était lié au système capitaliste basé sur le profit et l'exploitation. C'est en effet un point préalable. Beaucoup d'interventions ont ensuite souligné le rôle de l'idéologie dominante dans l'acceptation de l'intérim. La conversion de plus en plus fréquente du salariat traditionnel en intérim et l'absence de réponse sociale (que ce soient les syndicats, les partis, les mouvements divers...) doit nous conduire à nous préoccuper de l'intérim car il constitue une arme redoutable au service du patronat pour imposer ses cadences et une pression maximum. C'est pourquoi par exemple de nombreux accidents du travail touchent les intérimaires (bien plus fréquemment que les autres catégories de salariés).

Un copain, intérimaire de longue date nous a dressé un tableau concret de la situation des intérimaires : par exemple, les banques leur refusent tout crédit (y compris pour changer de voiture, alors même qu'ils en ont besoin pour travailler...), ils ont d'énormes difficultés pour trouver un logement (et doivent parfois avoir recours, même quand ils ont un âge avancé ... aux parents pour se porter caution)...

En partant des témoignages, de la situation vécue dans certaines grosses entreprises de la région mais aussi d'actions comme celle sur Job+ (qui a fermé - dossier

sur demande à la CNT-AIT de Toulouse, 10 f.), plusieurs remarques importantes pour l'avenir ont été faites.

Il a d'abord été souligné qu'une forme d'intérim très perverse est constituée par des associations (soi-disant d'aide, de réinsertion...) qui, finalement, pour au moins un certain nombre d'entre elles, se créent leur propre boulot sur la misère des autres en se comportant comme de véritables boîtes d'intérim dont les seuls postes stables et les seuls salaires décents sont ... ceux des gestionnaires.

Nombreux ont été ceux qui ont fait remarquer qu'il existe maintenant une prise de conscience de nombreuses personnes concernées par l'intérim. Dans de nombreuses entreprises, les salariés stables voient la place croissante que prend cette forme d'emploi, ce qui affaiblit leur propre situation de salarié sous contrat. Quand aux intérimaires, ils ne vivent plus l'intérim actuel comme dans les années 70. Tout ceci fait qu'il existe un réel ras le bol de la politique de la précarité, de sous-traitance, d'intérim, ce qui rend les travailleurs sensibles à une propagande menée sérieusement.

Mais, cette prise de conscience est atténuée car elle ne dépasse pas souvent le stade matériel et revendicatif. Qu'est devenue la notion de lutte de classe, quel projet de société ?... alors que nous vivons dans un monde dominé par le conditionnement médiatique et éducatif, dans lequel la peur fait reculer la lutte.

De ces constats découlent des objectifs stratégiques : renforcer la prise de conscience pour créer des rapports de force.

En tout premier lieu, il faut rappeler que l'intérim s'étend comme une épidémie est qu'il ne touche pas que "les autres". Tout salarié, même à contrat indéterminé, peut rapidement devenir intérimaire ! C'est arrivé souvent. Il y a donc une communauté d'intérêts entre les travailleurs stables et les intérimaires. Il faut rendre le lien qui existe entre les différents statuts évident pour tous. Les réflexions menées sur le lieu de travail, les petites actions collectives, ... favorisent pour les salariés la prise de conscience de la force collective qu'ils représentent et permettent un resserrement des liens (que le système représentatif électoraliste a distendu). En deuxième lieu, il faut faire passer la peur dans l'autre camp. Par exemple, dans les pays de l'Est, contre le communisme d'état, les travailleurs avaient une façon de lutter qui reposait sur le principe "Ils font semblant de me payer, je fais semblant de travailler". Quelque chose de cet ordre est applicable pour lutter contre l'intérim et ce point, avec des exemples concrets a pu être développé et fera certainement l'objet des prochains débats. Enfin, même si c'est à la marge, faire connaître aux intérimaires leurs droits, tout en sachant qu'il faut compter essentiellement sur la solidarité et le rapport de force pour les faire respecter !

Bertrand

Le gouvernement, avec sa promesse de régularisation de tous les sans papiers nous montre chaque jour que ce fut une promesse purement électorale. Sans papiers et expulsions sont toujours d'actualité.

Nous avons pu suivre dernièrement l'exemple d'un mouvement de sans papiers, son évolution et sa chute. Pourtant, il y a des militants qui luttent pour la régularisation de tous les sans papiers et la fermeture des centres de rétention et le font sans aucune autre fin que celle-ci, mais ce n'est pas le cas de tout le monde !

Le lundi 10 mai, à Toulouse, cinq sans papiers, accompagnés de deux sympathisants, enta-

maient une grève de la faim. Leur première revendication était la régularisation de tous les sans papiers, elle s'est progressivement restreinte à ceux de midi-pyrénées, puis à eux mêmes. Le début de ce mouvement fut peu bruyant. On pouvait discerner quelques affiches, par ci par là, pour appeler aux premiers rassemblements tous les mercredis après-midi, rassemblements qui ne réunissaient au départ que les concernés. Mais, la campagne des européennes prenant de l'ampleur, le mouvement devint un enjeu pour certaines organisations, à des fins électorales. La semaine précédente les élections fut la plus représentative sur ce point : des actions furent menées tous les

jours, notamment le squattage de la préfecture et surtout une grande manifestation le vendredi 11 juin. Et les grévistes de la faim avaient reçu la visite charitable d'Arlette et de Krivine, immortalisée comme il se doit par une émouvante photo dans La Dépêche.

À peine passé le 13 (jour des élections), les actions ont continué ... mais l'enthousiasme (de certains) c'est curieusement éteint d'un coup : le lundi 14, nous n'étions qu'une quinzaine place du Capitole, le lendemain, l'action a été annulée, et le 16 la grève de la faim a été "interrompue" pour la raison suivante donnée aux grévistes par certains de leurs "soutiens" : "Le préfet ne veut pas négocier tant qu'une grève continue, faites ce que vous voulez de cette information"

Les grévistes se sont bien entendu rendu compte de la récupération de ce mouvement mais disent s'en être servi. Aujourd'hui, les cinq sont régularisés pour un an éventuellement renouvelable. Quant à la majorité des "militants", elle les a laissés tomber ... jusqu'au prochaines élections évidemment, entre temps, les vacances semblent bien passer avant les sans papiers !

Une sympathisante

BIBLIOTHEQUE DU C.D.E.S.

La bibliothèque du C.D.E.S. a reçu un important lot d'ouvrages libertaires, anarcho-syndicalistes, mais aussi marxistes, socialistes, ainsi que des livres d'intérêt général qui ont tous gagné les rayonnages et sont donc à la disposition des lecteurs. Nous remercions cordialement le compagnon M. qui, par son don, a considérablement enrichi cette bibliothèque militante.

F.

LA RAISON DOULOUREUSE

(Edition française : Fundacion Anselmo Lorenzo - Paseo Alberto Palacios, 2 -28021 Madrid)

Soligneusement rédigée, l'autobiographie de Federico Gargallo Edo nous ramène 90 ans en arrière, dans une Europe religieuse. Tout jeune, Federico doit se déplacer avec sa famille d'un travail à l'autre. Il connaît la famine, misère et maladie qui tuent ses proches parmi tant d'autres. C'est dans une Espagne très pauvre qu'il apprend la solidarité et la lutte que propagent la CNT. Travailleur de force, il ne néglige pas pour autant la lecture, et c'est en autodidacte qu'il s'interroge : "Où se trouve le paradis ? Il ne peut être qu'au delà de notre galaxie, c'est-à-dire à des milliers d'années

lumières d'ici ... mais à ce compte-là, Jésus n'y est pas encore arrivé !" une logique à faire pâlir nos universitaires, beaucoup moins rigoureux (voir le magazine "Pour la science" de mai 99).

Au sujet de la "guerre d'Espagne", son propos est tout aussi instructif : "Pendant cette guerre, j'ai rencontré brutalité et haine dans toutes les couches de la société, surtout lorsque les communistes se firent les maîtres et s'imposèrent par la force. Mais, en même temps, je ressens une grande admiration pour la façon dont s'organisèrent la production dans les fabriques, les ateliers, les mines, sans chefs, sans patrons. Tout fonctionnait sans difficultés. Lorsque les partis politiques, appelés de gauche, nous disent qu'il n'y a pas de solution aux problèmes économiques, la réponse est toute prête!".

A lire donc, pour comprendre cette époque vécue par un homme qui a su mener avec énergie une vie de travail, une vie militante et une vie affective et familiale en respectant son idéal libertaire.

Céline

* Ce livre peut également être emprunté à la bibliothèque du CDES.

LE BILLET DE GEORGES

SANS PAPIERS : MANIFESTE DONC PAS LA BOUCHE PLEINE !

Avec le collectif des sans papiers, y compris des PC, des PS, des Verts, puis les satellites comme la LCR, Ras le Front, puis SUD PTT et SUD étudiants, la manifestation du 11 juin était ... un restaurant populaire !

Ils étaient là pour préparer le terrain du piège à con des élections et c'est tout, car les sans papiers, ils s'en foutent énormément. Tellement que devant la préfecture, la manif s'est rassemblée autour ... d'un marchand de merguez où se sont restaurés des organisateurs. Quand ils soutiennent les grévistes de la faim, c'est la bouche pleine ! Pourquoi ils se priveraient !

Georges.

Depuis plus de six mois, le combat contre les emplois précaires à la ville de Blagnac continue dans la détermination.

Conseils d'employés, réunions, réflexions, bilans, assemblées générales, rencontre avec les autorités... Et au bout, une petite porte ouverte pour espérer la titularisation de 12 vacataires et la révision des salaires de 7 autres. Bien maigre victoire que nous ne sommes même pas sûrs de gagner. Et pourtant, nous continuons la lutte. L'intersyndicale s'est amaigri, les vacataires se sont un peu fatigués, mais il reste encore une poignée de déterminés qui continueront jusqu'au bout.

Prochain rendez-vous : fin août avec les autorités. Alors, il faut la jouer fine mais déterminée.

Raymonde

PS : Le Centre d'Art (9 employés) était menacé de fermeture. A ce jour, la menace est largement repoussée. Les actions menées, même dans le calme, n'y sont sûrement pas pour rien.

A CHAQUE JOUR SUFFIT SA BENNE

A part les rhumes et autres coups de froid, les municipaux du ramassage des Ordures Ménagères et Industrielles sont tous les jours confrontés à l'augmentation des quantités de déchets. Ils s'exaspèrent de voir ainsi s'accroître les tonnages de déchets le long des trajets sans qu'il leur soit donné plus de moyen pour les traiter.

Ce n'est un secret pour personne, le mode de consommation de masse large de plus en plus de résidus et, conjugué à la croissance de la population, leur récupération devient un travail de plus en plus lourd pour chaque agent de salubrité. Ces derniers mettent en question l'organisation même des tournées, leur répartition géographique (inéquitable), leurs horaires (déséquilibrés et mal rémunérés) et leurs moyens d'exécution (moyens humains insuffisants en particulier).

Doivent-ils se résoudre à une usure physique prématurée ou à des risques probables d'accidents ?

En attendant (encore longtemps ?) le choix d'une société dans laquelle la consommation en elle-même (objectifs marchands) ne prévaudrait plus sur la satisfaction des besoins (objectif humain), nous défendrons, avec les agents des OMI, le respect de ce service qui permet chaque jour de véritablement combattre l'insalubrité publique... Cela passe par la reconnaissance effective des salariés.

Du bulletin de la section
CNT-AIT de Blagnac.

CORPORATISME

Il est rare dans notre presse que nous passions des communiqués ou déclarations publiques d'autres syndicats. Mais il serait dommage de priver nos lecteurs de la déclaration des représentants des personnels du Syndicat A & I (Administration et Intendance) de la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.) lors de la dernière commission paritaire de personnels de l'Université Paul Sabatier (UPS) :

"Une fois de plus, nous déplorons l'attitude de l'administration qui, pour la désignation des représentants des personnels devant siéger dans les sous-commissions chargées d'étudier l'avancement des personnels, s'est adressée, en ce qui concerne les élus A & I ... à la seule tête de liste.... Nous rappelons à Monsieur le président que le siège de la FEN se trouve au 63 bis avenue St-Exupéry et non à l'UPS..."

Explication de ce charabia : pour essayer de rafler le plus de voix possible, deux syndicats (A&I, celui des cols blancs de l'administration et de l'intendance et le SNPTES, celui des techniciens) ont fait une liste commune à l'U.P.S. en vantant les mérites de l'unité d'action. Comme il fallait une tête de liste et une seule, ce fut un adhérent du SNPTES. Une fois les élec-

tions passées, "l'unité" passe à la poubelle et les deux syndicats jouent à celui qui ne connaît pas l'autre. Là où ça devient franchement drôle, c'est quand on sait que ces deux syndicats sont adhérents à une même organisation nationale, la FEN (Fédération de l'éducation nationale), et qu'ils exercent leurs "talents" dans la même université, un microcosme d'à peine un peu plus de trois mille salariés (dont une majorité d'enseignants et de chercheurs, qui ont, bien sûr, leurs propres syndicats, ... éventuellement à la FEN). A ce niveau de corporatisme étroit, il n'y a plus qu'à tirer le rideau

Un adhérent de la Section
Universitaire CNT-AIT

ANIMATEURS EN GREVE

Grève bien suivie (et courageuse : c'est le seul moment de l'année où la majorité d'entre eux peuvent travailler à temps plein et avoir un salaire en conséquence) des animateurs de la mairie de Toulouse avec comme objectif que les heures faites soient payées (et pas huit heures de travail payées pour 11 heures de présence comme c'est le cas actuellement) et des titularisations. Au moment où cette brève est écrite, il semble que le paiement de 2 heures de plus (10 pour 11) et la création de 20 emplois puissent être obtenus.

Les raisons des responsables municipaux pour s'opposer à la création d'emplois sont bien entendu financières. Tout le monde fait semblant d'oublier que le gouvernement vient de créer 80 emplois de flics pour le quartier du Mirail. Mais, pour s'occuper des gosses autrement qu'à coup de matraque, les cordons de la bourse se serrent. Evidemment, comme tout le monde (de la mairie aux syndicats CGT et SUD qui soutiennent les grévistes en passant par les élus de tout bord) joue la carte du sécuritaire, personne n'a rappelé ce fait.

Alexandre

Ce 27 mai dernier, à l'occasion d'un voyage préélectoral du numéro un du F.N. version scission de Marignane, le sieur Bruno Mégret, était organisée une manifestation de protestation très sélect par tout ce qui fait la merveille du club de la gauche caviar toulousaine (du MDC à la LCR en passant par les toujours vaillants cocos et socialos du crue). Ce défilé n'aurait certainement rien eu de pittoresque, si ce n'avait été qu'une bande de jeunes libertaires avait décidé de se pointer dans le cortège et de dénoncer le fascisme et tous ces supporters plus ou moins objectifs; quitte à passer pour la gauche à des "empêcheurs de tourner en rond".

Et ce fut un cortège conséquent : 400 jeunes massés derrière une banderole rouge et noire "contre tous les fascismes, solidarité internationale", qui scandaient des slogans hostiles aux fachos (mégrétistes et lepénistes), mais aussi à cette gauche caviar qui applique toujours actuellement des lois profondément racistes (loi Joxe, Pasqua-Debré, circulaire Sauvet-Marchant et Chevènement qui réglementent la situation des étrangers en France), ainsi qu'une diatribe contre le maire de notre ville, le sieur Dominique, qui laisse se tenir meeting d'extrême droite dans une salle municipale.

Chacun en a pris pour son grade, d'autant plus que si les jeunes libertaires ont su se mobiliser pour l'événement, les politicards de la gauche poubelle n'avaient pas

ramené grand monde : 3 000 personnes aux dires des organisateurs, ce qui, encore plus si se chiffre est surévalué, comparé à leurs "grandes communions œcuméniques antifascistes" des années précédentes, ne peut pas être à franchement parlé qualifié de grand succès...

Il est à noter que la manif s'est terminée sans heur ni arrestation, ce qui est une bonne nouvelle à signaler, bien qu'une fois encore, le service d'ordre de la gauche se soit disloqué devant les cordons de CRS (ce qui avait entraîné lors des manifs de 97 une répression féroce).

Ptolémée.

15 MOIS APRES

Le 5 mars 1998, 30 000 personnes ont manifesté contre la venue de Le Pen à Toulouse. Des altercations et des violences policières disproportionnées émaillèrent la fin de la manifestation. 16 manifestants sont arrêtés et inculpés arbitrairement, dont deux seront maintenus en détention respectivement 10 jours et deux mois.

Depuis, d'autres manifestations ont eu lieu, avec d'autres arrestations, d'autres inculpations et certains jugements prononcés. Mais les 16 inculpés du 5 mars 98 attendent toujours leur procès (3 d'entre eux sont soumis à un contrôle judiciaire).

Restons solidaires, exigeons la relaxe immédiate de tous les anti-fascistes inculpés.

Pour toute information, renseignement ou envoi de pétitions,

notre nouvelle adresse :

Collectif de soutien aux antifascistes inculpés et aux victimes des violences policières,

C/o Le Clandé, 9 rue de Quéven, 31000 Toulouse

PAROLE D'UN MANIFESTANT INCULPÉ

Le 5 mars 1998, nous étions 30 000 à manifester contre la venue du fasciste Le Pen; à l'arrivée de la manifestation place du Fer à Cheval, les CRS m'attendaient ... visible-ment ils ne laisseraient pas mes idées aller jusqu'à la salle du meeting.

N'ayant pas entendu les sommations des forces de l'ordre, je me suis retrouvé dans les fumées des lacrymogènes ... suivie d'une charge de CRS qui a semé la panique. N'ayant rien compris à ce qui se passait, je me suis retrouvé matraqué, traîné, tabassé ... et, après une garde à vue de 24 heures ... passage devant le juge ... inculpation !

J'attends toujours la date de mon procès. Ce jour-là, y aura-t-il autant de monde pour soutenir les inculpés qui étaient dans la rue contre Le Pen le 5 mars 98, et ceux des autres manifestations ???

Un manifestant inculpé -
Toulouse, le 25 mai 1999.

Le COT, Collectif des objecteurs
tarnais vous invite à visiter son
site internet :

www.cot81.com

POUR NOUS CONTACTER :

Secrétariat régional :
CNT-AIT 7, rue St REMESY 31000
Téléphone & Fax : 05 61 52 86 48

Pour venir nous rencontrer, discuter, consulter la bibliothèque du CDES ou participer aux luttes en cours:

Permanences, réunions publiques à Toulouse: CNT,
Jeunes Libertaires, CDES tous les samedis de 17 à 19 heures
au 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes).

ABONNEMENT UN AN :

Normal : 50 francs; de soutien : 100 francs ou plus.
A verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.



BREVES

**CAMPING CNT-AIT :
REFLECHIR AU SOLEIL**

Le camping de la CNT-AIT est un lieu de convivialité, de réflexions collectives, de débats mais aussi de loisirs. Ces dernières années, nous nous réunissions dans un camping de Dordogne. Nous avons appris tout récemment que les employés habituels avaient été virés pour des questions de marges bénéficiaires. La CNT-AIT de Périgueux a immédiatement protesté et, comme de bien entendu, nous boycotterons ce camping.

Après plusieurs recherches, nous avons trouvé un terrain tout à fait convenable dans un coin touristique du Tarn, pour une participation modique. Notre camping 1999 s'y déroulera donc du 31 juillet au 8 août.

Ceux de nos lecteurs qui sont intéressés pour y participer peuvent prendre contact soit avec l'Union régionale (CNT AIT, BP 158, 82001 Montauban Cédex) soit avec le journal (CNT-AIT, 7 rue St Rémesy, 31000 Toulouse - tel., fax, répondeur : 05 61 52 86 48).

A bientôt.

**ZAGINFLATCH : LE NUMERO
QUATRE EST SORTI**

Depuis le début du conflit au Kosovo, 4 numéros de Zag', feuille d'information anti-autoritaire sur l'ex-Yougoslavie, réalisée par le ZAP (Mouvement anarchiste de Zagreb) et traduite en français par des militants de la CNT-AIT, ont été publiés et distribués gratuitement, à charge pour les différentes structures locales qui en font la demande (syndicats CNT-AIT, groupes pacifistes, antimilitaristes...) de la reproduire et de la diffuser autour d'eux, ce qui permet de multiplier la circulation des informations. Chaque numéro a été distribué entre 800 et 1000 exemplaires dans toute



(Paris, 13 Jun 99 : manifestation contre la guerre)

la zone francophone. Nous aimerions à cette occasion remercier tous ceux qui ont contribué à la souscription en faveur des libertaires des Balkans : Ecole Emancipée (Haute-Loire), A.D. (Dordogne), L'Oiseau Tempête (Paris), STCP CNT-AIT (Paris), Collectif des Objecteurs Tarnais, CNT-AIT (Doubs), Fédération Anarchiste de Besançon, A.A. (Haute-Garonne). Plus de 2.000 francs ont été recueillis. La souscription continue auprès de notre syndicat : CNT-AIT, 112 rue Bourneil, 89000 AUXERRE.

DANS LA RUE

Certaines éditions régionales du CS. ont déjà rendu compte des manifestations du premier mai. A Pau, la CNT-AIT a organisé à cette occasion un rassemblement (photo du bas : la table de presse). A Paris (photo du haut), c'est pour protester contre la guerre au Kosovo que la CNT-AIT est descendue dans la rue le 13 juin avec l'ensemble des organisations libertaires : Fédération anarchiste, FLP (Forces libres de la

paix : Libre pensée non lambertiste, Union pacifiste, Union des anarchistes),... . Enfin, à Toulouse, la dernière venue de Mégret pour les européennes a donné lieu à une contre-manifestation au cours de laquelle le cortège des Jeunes libertaires a réuni plus de quatre cents jeunes.

(Infos parvenues à la rédaction)

TOURNEE DE CONFERENCES

Lors du dernier CCN (Caen, 22 et 23 mai 99), plusieurs Unions régionales ont proposé de saisir l'occasion de la venue des délégations à la prochaine plénaria de l'AIT, qui aura lieu en France, pour organiser des conférences-débats publiques sur des thèmes de solidarité internationale. Ces conférences auront probablement lieu dans la première quinzaine de novembre.

**RETROUVEZ "LE COMBAT
SYNDICALISTE" EN LIGNE**

La CNT-AIT d'Auxerre communique : pour retrouver le Combat Syndicaliste sur Internet : <http://www.cnt-ait.org>
Pour envoyer un message : cnt.ait@wanadoo.fr

**"IL ETAIT UNE FOIS
LA REVOLUTION,
en"**

C'est le nom du bulletin des Jeunes Libertaires, dont le dernier numéro vient de sortir. Il est disponible à JL, 7 rue St Rémesy, 31000 Toulouse (5 francs l'exemplaire)



(Premier mai 99 à Pau)

TCHÈQUE : **PREMIER SUCCÈS DE LA** **CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ**

Dimanche 16 mai 99, nous avons eu le plaisir de recevoir, de nos compagnons de la section Tchèque de l'AIT, le fax suivant : *"Succès de la campagne de solidarité envers les anarchistes et anarcho-syndicalistes tchèques : notre compagnon Michal PATERA a été relâché de sa "garde à vue", qui durait depuis plus de six mois. Notre compagnon Vaclav JEZ est également en liberté. C'est presque trop beau pour être vrai. Merci à tous nos compagnons du monde entier qui ont permis d'aboutir à ce succès inespéré, en s'attaquant à la répression de l'Etat tchèque par leurs actions de solidarité, leurs manifestations, leurs lettres de protestation et leur soutien financier. Merci à tous ceux qui ne les ont pas abandonnés. - Section Tchèque de l'Association Internationale des Travailleurs"*

Nous nous réjouissons de la libération de nos compagnons tchèques. Cependant, ce n'est qu'une première manche : un procès aura lieu. La vigilance reste donc nécessaire et le soutien également. (Un récapitulatif de la souscription de solidarité sera donné dans le prochain N°)

ITALIE : **L'USI-AIT CONTRE LA GUERRE**

Le 14 avril 99, seule l'USI-AIT appelait à une grève générale. Probablement à la suite de la réussite de cette initiative, le syndicalisme alternatif de base a organisé une nouvelle journée de grève générale contre la guerre et pour la fin des bombardements, le 13 mai. La mobilisation nationale fut une double réussite, d'abord par le succès de la grève et ensuite, par la présence dans les principales villes italiennes des dizaines de milliers de travailleurs qui ont participé aux manifestations. A Milan, le cortège (15.000 personnes), comptait une

importante présence de l'USI-AIT, implantée en particulier chez les travailleurs de la santé. A Florence, un fort cortège de syndicalistes alternatifs et de base a traversé la ville jusqu'au consulat des U.S.A., où de violents incidents ont éclaté, suite à des charges policières. Une partie du cortège a ensuite occupé le siège du parti DS. A Bologne, Bergame, Trieste, Gênes, Brescia... il y a eu également des manifestations

(Informations tirées de "Lotta di Classe", journal de l'USI-AIT)

ESPAGNE : LA CNT-AIT **AU CŒUR DES LUTTES**

Le premier mai a été l'occasion pour la CNT-AIT espagnole d'organiser une série de manifestations contre l'Etat, la guerre et le patronat. De quelques dizaines de manifestants dans des petites villes comme Irun ou Vigo, à des cortèges consistants à Zaragosse, Valence, Bilbao,... et bien entendu Barcelone et Madrid (2.300 manifestants), la CNT-AIT est partout apparue de façon autonome, loin du marais politico-syndical de la gauche et de l'extrême gauche institutionnelles. Ce sont donc des milliers de travailleurs qui, malgré le confusionnisme idéologique ambiant, relèvent la tête pour proclamer clairement leur attachement aux principes, tactiques et finalités de l'anarcho-syndicalisme. Sur le terrain, la CNT-AIT, qui a en particulier mené une campagne très importante contre l'intérim, la précarité et les licenciements, enregistre la création de nouvelles sections syndicales dans les entreprises, et la réactivation de sections qui ont déjà un passé. C'est le cas à

Puerto Réal (province de Cadix), chantier naval dans lequel la CNT-AIT avait inspiré aux travailleurs, voici une dizaine d'années, une lutte victorieuse. La mobilisation dans les chantiers est de nouveau très forte à la suite d'un réaménagement d'horaires, imposé par la direction. Dans un premier temps, la section CNT-AIT a dénoncé la passivité des syndicats siégeant au comité d'entreprise, mais aussi la situation qui est faite aux travailleurs des entreprises de sous-traitance. Elle a également dénoncé la stratégie de la direction, qui prépare une restructuration. C'est dans ce contexte que deux ouvriers d'une des entreprises de sous-traitance du chantier sont licenciés. Les syndicats officiels appellent alors à une assemblée générale et à... une heure de grève. La CNT-AIT propose que tous les travailleurs, tant ceux des chantiers que des entreprises de sous-traitance, constituent une seule assemblée générale. Trois mille travailleurs répondent présent et constituent une A.G. unitaire à la base. La CNT-AIT propose que cette A.G. se réunisse régulièrement et que tous les mercredis et vendredis, il y ait deux heures de grève générale (chantiers et entreprises de sous-traitance) suivies d'un ralentissement des cadences. Deux fois par semaine donc, la production est pratiquement paralysée. Des distributions de tracts avec blocage des autoroutes par des barrages enflammés (produisant plus de 25 km d'embouteillage) ont également eu lieu. Inquiets de cette forte mobilisation, les syndicats UGT et CCOO ont proposé, à l'A.G. du 7 mai 99, la suspension des actions pour pouvoir négocier à Madrid. Après l'intervention des militants de la CNT-AIT, qui de nouveau donnèrent leurs analyses et arguments, les représentants de l'UGT et CCOO furent copieusement sifflés et la grève fut reconduite à la majorité absolue.

(Informations réunies par le Secrétariat international de la CNT-AIT)



SILENCE, ON BOMBARDE

La guerre du Kosovo a été pour moi un sujet d'étonnement. Non pas ce que les Etats, au service des intérêts capitalistes les plus bas, y ont fait ; mais bien la façon dont les organisations "révolutionnaires" ont réagi. Une satisfaction, tout de même, dans ce tas d'embrouilles : on a pu constater que les militants de l'AIT, sans avoir besoin d'un "bureau central" ou d'une "ligne politique", ont fait la même analyse et sont passés à l'action dans la cohérence à la fois contre la dictature et contre la guerre. L'AIT a dû être une des rares organisations dans ce cas. Car très nombreuses ont été celles qui ont été traversées par des débats byzantins et qui ont été incapables d'adopter, comme nous l'avons fait spontanément dans le monde entier, une position de classe, internationaliste et antimilitariste. La lecture d'un journal pourtant sympathique, comme "L'Ecole Emancipée", montre à quels exercices de contorsion intellectuelle se sont livrés certains militants d'extrême gauche pour justifier ou faire semblant d'ignorer la politique d'union sacrée autour de l'OTAN.

Un autre exemple significatif de cette insuffisance criminel nous a été donné par la manifestation européenne de l'extrême-gauche contre le chômage à Cologne, le 29 mai 99. En pleine guerre européenne, alors que les bombardiers faisaient pleuvoir des centaines de milliers de bombes sur les populations civiles, notre bonne extrême gauche -SUD, AC !, Vignoles, CGT Espagnole, SAC...- est restée muette sur le sujet. Sous prétexte d'unité d'action, il s'agit en fait de complicité. Car, à qui fera-t-on croire qu'on ne peut pas (qu'on ne doit pas) être à la fois contre le chômage et contre la guerre ? Or, on a beau écarquiller les yeux, on ne voit pas un mot contre la guerre sur les fameuses banderoles unitaires. Il y a des silences qui parlent plus que des discours ! Il y a des silences qui tuent.

AMSTERDAM, COLOGNE, GOTTEBORG, LE FILON S'EPUISE

De toutes façons, cette manifestation de Cologne a surtout brillé par les manipulations médiatiques auxquelles elle a donné lieu dans les jours qui l'ont précédée. "Libération" (29 mai), jamais en reste pour prendre des vessies pour des lanternes, écrivait que le groupe des Vignoles assurerait le quart de la participation française, estimée à 4.000 personnes, soit 1.000 participants. On reste rêveur devant tant de naïveté. Rappelons que, dans leur presse, les Vignoles faisaient le forcing pour remplir les 300 places qu'ils avaient réservées (Voir "CNT Info" des Vignoles de Mai 99), le tout, disaient-ils, pour constituer un imposant "cortège noir et rouge" avec les troupes de la CGT Espagnole, la SAC suédoise, dont les caisses sont toujours bien remplies, des italiens, belges, allemands, grecs, bref, une marrée noire et rouge... La réalité fut toute autre. "Le Monde Libertaire" estimait à un millier le total réuni sur le plan européen par cette mouvance, et Arbetaren, le journal de la SAC, pourtant co-organisatrice de la manifestation, n'osait pas aller au delà de 1.200. En recoupant les informations iconographiques, on est obligé de réviser à la baisse ces chiffres, ce qui fait que la réalité européenne de cet ensemble, pourtant géographiquement très vaste et disposant d'importants moyens financiers, se situe au maximum autour de 5 à 800 personnes. On est loin des fanfaronnades préalables et des mensonges médiatiques, car tout cela fait bien peu de monde pour chaque organisation malgré les efforts de ratissage large. C'est d'ailleurs pourquoi le journal de la SAC ne cache pas son inquiétude : la prochaine manifestation internationale du ramassis gauchiste est déjà programmée pour 2001 à Gotteborg et la SAC sera en première ligne. Or, comme le note Arbetaren, ils étaient 50.000 mani-

festants au total à Amsterdam en 97, moins de 20.000 à Cologne en 99... Ils seront probablement encore moins nombreux en 2001!. Quant au pôle des pseudo "noir et rouge", il risque vraiment d'être microscopique. La SAC, qui s'est alliée avec des grenouilles qui veulent se prendre pour des bœufs a effectivement beaucoup de souci à se faire pour conserver sa crédibilité dans son propre pays...

CGT ESPAGNOLE : UN SYNDICAT POUR FLICS ET MATONS

Dernier exemple qui montre comment certains se revendiquent du "noir et rouge", tout en faisant dans le bleu marine ou le vert-de-gris (c'est selon la couleur de l'uniforme), je tombe dans la presse espagnole sur des informations plutôt croustillantes. Cela se passe à Almeria et cela concerne l'inénarrable CGT Espagnole. Cette organisation n'a pas hésité à passer à l'action directe pour soutenir des travailleurs. Jusque là, tout va bien. Là où on atteint le comble du ridicule, c'est quand on apprend que les travailleurs en question sont des... matons. Eh oui, pour soutenir "les justes revendications" des gardiens de la prison Acebuche, la CGT Espagnole n'a pas hésité à envahir le 7 juin, avec quelques complices, le bureau d'Angel Justé, le directeur de la tôle. Les revendications cégétistes valent leur pesant de cacahuètes : modification du statut des gardiens de prison, pour qu'ils puissent avoir de meilleures promotions dans leur carrière. La CGT Espagnole s'est répandue dans la presse locale d'Almeria pour appeler à l'unité d'action avec les autres syndicats de matons. La CGT Espagnole syndiquait déjà des flics, elle syndique maintenant des matons.

"Dis-moi qui tu syndiques, je te dirai qui tu es", affirme un vieux proverbe anarcho-syndicaliste...

Polyglotus

La Loi Aubry prévoit le passage aux 35h dans les entreprises de plus de 20 salariés dès l'an 2000, et à partir de 2002 pour les autres. Il faut savoir que les 35h ont été précédées de lois permettant la déréglementation du marché du travail (Loi Robien en 96 par ex.), avec entre autres conséquences un calcul du temps de travail à la semaine, au mois, ou à l'année, selon les accords. La Loi Aubry, elle-même, permet que les heures travaillées entre la 35ème et la 39ème ne soient pas majorées ! Enfin, une nouvelle loi sera élaborée fin 99 sur la base des accords d'entreprise qui deviendront la règle, ce qui casse les conventions collectives garantissant un minimum de droits aux travailleurs d'un secteur. Signalons que, de toute manière, les accords de branche, actuellement signés, remettent déjà en cause les conventions, par une multiplication des possibilités de dérogation. Tout cela s'accompagne évidemment d'exonérations de charges pour les patrons, ceci afin de ne pas être "anti-économique", comme les représentants de la Gauche plurielle nous l'ont si bien dit.

Le patronat a fait semblant de s'énerver, tout en sachant très bien qu'il emploie de plus en plus de gens sur la base de contrats précaires, et/ou à temps partiel, et que les gouvernements de Droite comme de Gauche collaborent franchement en faisant passer des lois qui lui permettent d'employer comme il veut, quand il veut.

En bref, 35 ou 39 h, là n'est pas le problème, quand on peut mieux rentabiliser la main d'œuvre!

LA CERISE SUR LE GATEAU

La Loi Aubry définit la notion de "temps de travail effectif". Il s'agit désormais du temps de travail mis "à la disposition de l'employeur", "sous ses directives", "sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles". Les temps de pause sont donc déduits,

ce qui permet des calculs pour réduire artificiellement le temps de travail et s'approcher ainsi des 35h légales, à moindre coût. Notre temps de travail ne sera donc plus celui passé sur notre lieu de travail, ce qui va réduire d'autant notre temps libre. Ajoutons que les entreprises ne demandant pas les aides de l'Etat ne seront pas contrôlées sur l'application des 35h. Beaucoup d'entre elles ne vont pas créer d'embauche supplémentaire comme prévu, ce qui va obliger les salariés à bosser plus, pour compenser les heures supprimées. Cela a l'avantage d'habituer la main d'œuvre à travailler plus vite.

En bref, 35 ou 39h, là n'est pas le problème quand on peut calculer un "temps de travail effectif", et ainsi, intensifier le travail.

DES CONSEQUENCES CONCRETES POUR TOUS

- Un temps de travail de plus en plus flexible, avec des semaines pouvant compter jusqu'à 48h, et un maximum de 10h par jour, maximum dépassable grâce à des dérogations.

- Remise en question des deux jours de repos consécutifs du week-end.

- Quelle organisation de notre vie privée, nos loisirs, notre temps libre dans ces conditions (avec des emplois du temps communiqués d'une semaine à l'autre, par exemple) ?

- Disparition de la notion d'heures-supplémentaires (qui, certes, sont souvent non payées) : une "meilleure" répartition des heures selon les impératifs du patron permettra d'éviter d'y recourir.

- Difficulté de s'organiser syndicalement, organisation déjà rendue délicate par la multiplication des contrats précaires et de l'intérim, renforcée par la modulation des horaires, et l'intensification du travail.

Pour vous donner un exemple de ce qui est en train de se faire, prenons le cas de l'éducation spécialisée. Au nom des 35h, les

employeurs dénoncent la convention collective et font les propositions suivantes :

- Blocage des salaires en 2000 et 2001, blocage de la progression d'ancienneté pendant 3 ans, - Suppression des temps de réunion du calcul du temps de travail hebdomadaire, - Suppression des congés d'ancienneté, - Etalement sur l'année des 18 jours de congés trimestriels, - Suppression de la majoration familiale de salaire.

ET LES SYNDICATS DANS TOUT ÇA ?

Malheureusement, le syndicalisme de lutte de classe a bel et bien disparu de l'esprit des grands centrales syndicales. Empêtrés dans la cogestion avec le patronat, liés à des partis politiques ou ultracorporatistes, nourrissant de véritables bureaucraties, les syndicats ne sont qu'un rouage du système. D'un côté, ils négocient au nom des travailleurs pour éviter des luttes trop radicales, en les encadrant et les canalisant. De l'autre, ils nous font accepter des mesures voulues par les patrons et les actionnaires, en nous expliquant qu'il vaut mieux être "raisonnable". Beaucoup d'adhérents sincères, ayant confiance dans leurs représentants, se font ainsi berner.

Pour nous, seul un rapport de force conséquent permet de négocier correctement, par le biais de délégués mandatés et révocables par l'AG des salariés en lutte, avec présence d'un maximum de salariés.

Pour information, en Octobre 95, les grandes centrales réformistes signent avec le CNPF les accords sur l'aménagement du temps de travail, stipulant que la "RTT constitue un élément de lutte contre le chômage lorsque de nouvelles formes d'aménagement du travail permettent des gains de productivité" et si la CGT n'a pas signé au niveau national, elle signe de toute manière au niveau local plusieurs accords d'entreprises allant dans ce sens.

Dans un tel contexte, il faudrait un mouvement massif et autogéré portant des revendications compréhensibles par tous, comme la réduction immédiate et massive du travail, sans perte de salaire, sans flexibilité, avec embauches pour ceux qui le souhaitent, comme les moyens technologiques actuels le permettent. Voilà quel est notre intérêt de classe, par opposition à celui du patronat, qui est d'embaucher le moins possible pour sauvegarder ses profits, tout en promouvant la flexibilité qui lui permet de les accroître.

Quand on voit ce qui se passe sur différents points : les 35h, les retraites, le rapport ATTALI, il y a des raisons de décréter la grève générale. La gauche est en train de faire passer ce que la droite elle-même désire, mais n'aurait pu faire aboutir sans prendre le risque d'un mouvement social de grande ampleur, comme Décembre 95 l'a montré. On peut aller jusqu'à se demander si Chirac n'a pas dissout la Chambre des Députés en 97, pour que la gauche, "surfant" sur Décembre 95, n'arrive au pouvoir et accomplisse les réformes souhaitées avant l'arrivée d'échéances européennes comme l'EURO, ou l'ouverture des marchés nationaux à la concurrence européenne dans tous les domaines. La gauche au pouvoir est donc le meilleur instrument de l'idéologie libérale.

Mais si nous ne sommes pas (encore) dans une phase offensive, au moins pourrions-nous nous défendre correctement, en refusant le développement des contrats précaires, la généralisation de l'intérim, toutes les lois qui rapprochent toujours plus le marché du travail d'un marché aux esclaves, toute atteinte à nos droits syndicaux, et en refusant de nous intégrer au système, notamment syndical, ou "représentatif"....

CNT-AIT, Tours.

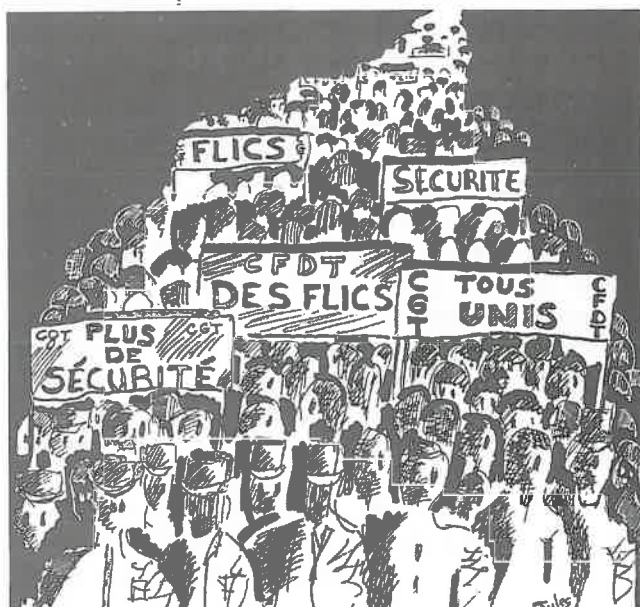
Eric Douet, contrôleur à la Régie Autonome des Transports Parisiens, est mort, pendant son travail, au début de ce mois de juin 99. Immédiatement, tous les syndicats du comité d'entreprise, relayés par les médias, ont dénoncé deux marchands à la sauvette du métro, comme responsables de cette mort. Ces marchands auraient frappé sauvagement le contrôleur lors d'une bousculade. Pendant deux jours, ces deux hommes ont été traités comme de féroces et lâches criminels. Il est vrai que c'étaient des individus basanés et pas catholiques. Leur signalement a été diffusé sur les ondes. Des hindous... presque des gitans. Pour les syndicats du comité d'entreprise, il n'y a de bonne grève que la grève sécuritaire : il est tellement simple de désigner à la vindicte populaire des étrangers, et tellement "porteur" de réclamer ("Tous ensemble" ?) des moyens pour le gourdin !

Malheureusement pour les syndicats CGT, SUD, CFDT, FO et heureusement pour les accusés (qui n'ont pas eu droit à la présomption d'innocence syndicale et médiatique...), l'autopsie a révélé qu'il n'y avait aucune trace de coup sur le corps de monsieur Douet et que celui-ci était mort de mort naturelle (une rupture d'anévrisme). La rupture d'anévrisme est un accident vasculaire assez banal qui se déclenche indépendamment du nombre de policiers au mètre carré. La fin de l'histoire n'a pas été commentée par les syndicaux RATPistes. Et les deux calomniés

attendent toujours des excuses aussi publiques et massives que furent les accusations, les usagers aussi. Car, pendant les deux jours de cette grève sécuritaire, des millions d'usagers de la RATP ont été bloqués. Les syndicats de collaboration de classe ont montré une fois de plus de quel côté ils sont réellement. Leur action était destinée à faire passer le message que, être de couleur, essayer de survivre en vendant des pralines, c'est être dangereux, et qu'il faut plus de contrôleurs, de policiers et autres vigiles. Ils ont fait publiquement la démonstration que, pour eux, la mort naturelle d'un contrôleur constituait déjà un délit en soi pour les contrôlés.

Petit problème que chacun d'entre nous doit poser à tout adhérent de SUD, CGT, CFTC, CFDT, FO qu'il rencontre : pourquoi sont-ils si forts à organiser des grèves qui paralysent toute une région pendant deux jours quand il s'agit de la mort naturelle d'un contrôleur et JAMAIS quand il s'agit d'un ouvrier du bâtiment ou de la métallurgie qui meurt d'un accident du travail provoqué par l'incurie de son patron ? La vie d'un maçon vaut-elle moins que celle d'un contrôleur ?

Théo.



Depuis quelques temps, nous assistons à une ré-interprétation par les médias de l'histoire de la domination bolchevique en URSS. Ainsi, certaines œuvres cinématographiques, certaines publications, limitent cette période néfaste à la domination de Staline sur ce pays. Cela permet à certains, comme Daniel Bensaid, de la Ligue Communiste Révolutionnaire (Trotskiste), de se qualifier de léniniste et de libertaire, de se parer d'un anti-stalinisme de bon aloi, en laissant croire que Trotski et Lénine furent innocents des crimes commis par le parti communiste qu'ils dirigeaient : le parti bolchevik. Ceci n'est pas en soi étonnant : ruses, mensonges, tromperies et dissimulations ont toujours été les armes favorites de Lénine, des bolcheviques et de leurs successeurs.

Pour mémoire, voici un bref rappel de faits historiques, toujours opportun quand quelques apprentis dictateurs veulent se parer du vernis "libertaire".

- Le parti bolchevik (de Lénine et de Trotski), a créé, dès décembre 1917, les premières Tchékas. C'est Djerzinsky, un bolchevik, qui se charge d'organiser cette police politique sanglante, ancêtre du KGB. Dans ses rangs, on retrouve Iagoda, le bourreau qui officiera sous Staline.

- Première action de ces Tchékas : briser la grève des fonctionnaires de Pétrograd.

- En avril 1918, pour préparer ce qui va suivre, les tchékistes attaquent les locaux anarchistes de Moscou. Ils font 25 exécutions sommaires.

- Mai-Juin 1918 : durcissement de la dictature de Lénine, répression contre les grévistes, interdiction de tous les journaux socialistes, dissolution des soviets non bolcheviks (= conseils ouvriers) par la force armée.

- 14 Juin 1918 : à Kolpino, la Tchéka tire sur une marche de la faim et assassine 10 ouvriers. A Ekaterinburg, 15 ouvriers sont tués

par les "Gardes Rouges", lors d'un meeting contre la répression...

Cette liste sinistre n'a pas de fin. Elle démontre que le point de départ de la dictature est la lutte des bolcheviks contre les éléments révolutionnaires et populaires de Russie pour asseoir la domination de leur parti malgré les luttes sociales, contre ceux qui les mènent et contre l'énorme majorité de la population peu convaincue par les arguments de Lénine.

Les bolcheviks, à une époque où la réaction blanche (= tsariste) n'est pas encore organisée, organisent, quant à eux, sous l'impulsion de Lénine et de Trotski, la lutte contre les véritables révolutionnaires. On retrouve ainsi Léon Trotski, prescrivant l'ouverture des premiers camps de concentration pour les éléments douteux, c'est-à-dire les grévistes, des paysans, les opposants de gauche.

"Nous sommes des hommes libres, sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de toutes les dictatures, y compris celle du prolétariat"

Fernand Pelloutier (1867 - 1901)

Trotski est, avec Lénine et... Staline, un partisan inconditionnel de la dictature dite du prolétariat et de la Terreur Rouge qui seule permit de l'imposer. En récompense, il devient Maréchal de l'armée rouge. En tant que maréchal, Trotski va diriger les massacres à grande échelle, lors des révoltes de marins, de paysans et d'ouvriers qui luttèrent contre les privilèges que s'étaient octroyés les bolcheviks. Les anarchistes, les anarcho-syndicalistes, furent parmi les premières victimes de l'extermination de toute opposition commencée sous la houlette de Lénine et mise en œuvre par Trotski.

Le piolet qui allait tuer Trotski fut à Staline ce que fut la nuit des longs couteaux à Hitler : une manière de se débarrasser de

complices devenus des rivaux.

Le fait d'avoir été assassiné par Staline ne fait pas de Trotski un anti-stalinien, pas plus que le fait, pour Rhom, d'avoir été assassiné par Hitler n'en fait un anti-fasciste. Car il ne faut pas oublier que Rhom a d'abord été le chef des SA, persécuteur de juifs et d'opposants politiques, avant d'être assassiné par un courant fasciste concurrent. On retrouve le même cas de figure dans les "disparitions" sous Franco de certains chefs phalangistes;... et la lutte fratricide de Mégret contre Le Pen ne saurait faire ni de l'un ni de l'autre un anti-fasciste, même si l'un d'eux venait à décéder dans un "accident".

A la mort de Lénine c'est la lutte pour le pouvoir qui allait opposer, après une longue cohabitation, Trotski à Staline. Mais, sur le fond, tous les trois étaient parfaitement d'accord pour organiser la dictature. Il n'y a aucun doute historique possible là-dessus. La fable qui consiste à laisser croire que le trotskisme fut une réaction au stalinisme sur le fond (et non une lutte entre deux ambitieux pour le pouvoir) et qu'il est innocent des crimes bolcheviks

constitue une nouvelle forme de négationnisme historique. En effet, chacun peut vérifier que de 1918 à 1924, période pendant laquelle Lénine, Trotski et Staline agissaient main dans la main, il y a eu une répression terrible contre le peuple russe et contre les révolutionnaires.

Rappelons à tous ces politiciens qui voudraient cacher leur complicité idéologique avec les massacreurs derrière un vernis libertaire, qu'un anarchiste, un libertaire, un anarcho-syndicaliste se reconnaît justement au fait qu'il ne soutient aucune dictature, fut-elle "du prolétariat", et que, à l'inverse du capitalisme et du communisme étatique, l'anarchisme n'a pas sur ses mains le sang de travailleurs.

CQFD